

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du jeudi 27 juin 2024**

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 15  
Nombre de votants : 22

Date de la convocation : 20 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept juin à quinze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

**Présents :**

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

**Absents excusés ayant donné un pouvoir :**

M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua) ; Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage) ; M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) ; M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage) – pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage) ; Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus) – pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus) ; M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus) – pouvoir à M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus) ; M. Stéphane DELAGE (Le Gua) – pouvoir à Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) ; Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre) – pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

**Absents :**

M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage)  
M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)  
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)  
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac)

Non participé au vote : Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint-Just-Luzac)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Renouvellement de la convention de subventionnement du poste d'animateur  
départemental France Services

*Création et gestion de  
maisons de services  
publics*

Monsieur Joël PAPINEAU, Vice-président en charge du développement économique, expose :

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires pilote le réseau des structures labellisées « France services », se composant de plus de 2 750 guichets uniques de proximité, dans l'objectif de proposer une offre élargie de service au public au plus près des territoires. En vue de garantir une offre et une qualité homogènes de service et de promouvoir les mêmes objectifs pour l'ensemble des structures, l'animation départementale du réseau est capitale afin de coordonner l'activité France services.

La CCBM a repris l'activité de la Maison France services à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023. Une convention d'un an entre la CCBM et la Préfecture de la Charente-Maritime formalisait alors le versement d'une subvention du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires pour la prise en charge financière partielle de la rémunération d'un animateur départemental dédié à l'animation du réseau au sein du département de la Charente-Maritime soit 25 000 euros. A compter de 2024, l'Etat a décidé de doubler cette subvention pour les animateurs départementaux de façon qu'ils puissent passer à temps plein et poursuivre la structuration du réseau et venir en appui des conseillers France services, toujours plus nombreux.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2023/CC04/12 du 31 mai 2023 relative à la reprise de l'activité de la Maison France Services et de l'Espace Régional d'Information de Proximité par la CCBM ;

Vu la convention de subventionnement signée entre la CCBM et la Préfecture de la Charente-Maritime au 1<sup>er</sup> juillet 2023, permettant la prise en charge financière partielle de la rémunération d'un animateur départemental du réseau France Services, ayant pour terme la date du 30 juin 2024 ;

**Considérant** qu'il convient de signer une nouvelle convention de subventionnement du poste d'animateur départemental France Services avec la Préfecture de Charente-Maritime, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025 ;

**Considérant** qu'en vertu de ladite convention, le Préfet de département contribuera financièrement pour un montant forfaitaire de 50 000 euros permettant de couvrir le salaire, les charges et les frais liés aux déplacements de l'animateur départemental France Services ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président, et en avoir délibéré,

#### DECIDE

- D'approuver la convention de subventionnement du poste d'animateur départemental France services pour 1 an à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Président à le signer ainsi que tout document afférent ;
- D'inscrire les recettes correspondantes au budget.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations



Le Président  
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance  
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.